



Royaliste

POUR LA NATION, LA LOI ET LE ROI

MERCREDI 27 MARS 2024 - N° 1275 - 54° ANNÉE - 5,00 € - BIMENSUEL DE LA NOUVELLE ACTION ROYALISTE

DIRECTEUR POLITIQUE : BERTRAND RENOUVIN

Élection et patrimoine



Stéphane Bern a été plébiscité lors de l'élection municipale partielle de Thiron-Gardais, dans le Perche. Son score de 97 % des suffrages n'a rien de « soviétique » (suivez mon regard...). Il est dû au mérite. La notoriété nationale de « *Monsieur Patrimoine* » ou de l'animateur du « *Village préféré des Français* » et d'émissions populaires et historiques de qualité n'en est peut-être pas la raison principale. C'est à celui qui a élu domicile dans leur village, qui a restauré et ouvert au le collègue militaire et royal, créé des emplois et fait travailler des entreprises locales, à celui qui soutient l'économie de la petite cité, qu'ont été les votes des électeurs.

Lorsque Stéphane Bern affirme qu'il aime ce village et sa région, qu'il essaie de travailler au service de la collectivité, ils savent que c'est vrai pour l'avoir constaté. Le patrimoine est un trésor qui n'est pas délocalisable. À l'heure où les maires et les autres élus locaux font courageusement face à des difficultés de plus en plus grandes au service de leurs concitoyens, l'élection de Thiron-Gardais ferait-elle figure d'« *élection préférée des Français* » ?



**IVG, FIN DE VIE,
MENACES GUERRIÈRES**

Le pouvoir fait diversion

Emmanuel Macron ne s'attaque plus seulement à nos conditions de vie, mais à la vie même par ses décisions arbitraires et ses nouveaux projets de réforme.



D.R.

Nous étions habitués à subir des lois injustes destinées à conforter l'oligarchie et nos révoltes ont été brutalement matées. Mais voici qu'on s'attaque aux fondements de notre société, de notre culture et de notre histoire, par des lois qui touchent non plus les condi-

tions de vie, mais la vie elle-même.

Constitutionnaliser l'IVG, envisager l'envoi de troupes françaises en Ukraine, abolir le droit du sol à Mayotte et annoncer une loi permettant l'euthanasie constituent des choix d'une extrême gravité qui de-

vraient faire l'objet de longs débats et de décisions collectives. Or c'est Emmanuel Macron qui a fait ces choix, arbitraires et sans urgence, qui ont tous un point commun : ils permettent de faire l'économie d'une politique. **L'article de François Gerlotto en page 2.**

De Gaulle révolutionnaire

De Gaulle, qui se définissait comme « *l'homme de personne* », est surtout le Grand Homme qui n'aurait jamais dû exister.

L'énigme, ce n'est pas la personnalité du Général, qui est entré dans sa fonction comme on revêt une armure, mais son apparition soudaine dans l'Histoire comme incarnation de la France. Le désastre national de 1940 ne lui laissait apparemment aucune chance d'exister et les chocs titaniques de la guerre auraient dû, selon toute logique, le balayer...

Dans la biographie qu'il lui consacre, Jean-Luc Barré montre avec brio que le Général procède de sa tradition familiale, catholique et monarchiste, de son attachement indéfectible au principe de souveraineté et d'une volonté révolutionnaire de rupture avec tous les renoncements, dans la fidélité à l'histoire nationale. **L'article de Bertrand Renouvin en page 12.**

Dans ce numéro :

Page 4 : Les partis et les élections européennes (I) : les gauches.

Page 5 : Les animalistes et le scrutin européen.

Page 7 : La guerre et les portes de l'Europe.

Page 11 : Qui était Philippe Sollers ?

Page 13 : Rugby : les Français rebondissent.

Page 14 : Les dynasties des Grands Lacs africains.

Page 16 : Éditorial : Les inconnus de Strasbourg.

La (mauvaise) cuisine de Macron

Nous nous étions habitués, depuis 2017, à subir des lois injustes, décidées sans concertation ni souci des citoyens, moins destinées à l'amélioration du pays qu'au profit des oligarchies ultralibérales – mais somme toute banales. Or depuis peu, c'est aux racines de notre société qu'elles s'attaquent.

De l'écologie à la santé, en passant par l'enseignement, l'agriculture, la défense, l'industrie, les infrastructures, etc., il serait trop long d'énumérer toutes ces lois catastrophiques; aussi, nous n'en signalerons qu'une, qui réunit tous les critères: le recul de l'âge de la retraite, exemple le plus pur de ces décisions repoussées par la société unanime, et pourtant imposées par un gouvernement hors-sol. Cependant, pour destructrices, injustes ou généralement indifférentes qu'elles soient aux problèmes des citoyens, et même si c'est toujours avec une tendance nette à leur aggravation, ces décisions ne touchent « que » nos conditions de vie.

Mais voilà que, depuis quelque temps, le gouvernement s'attaque aux racines les plus profondes de notre société, de notre culture et de notre histoire, par des lois qui touchent non plus les conditions de vie, mais la vie elle-même. Quatre d'entre elles: les décisions concernant la constitutionnalisation de l'IVG, l'euthanasie, la guerre en Ukraine et l'abolition du droit du sol, sont apparues en quelques mois, et toutes concernent des éléments vitaux du pays. Entendons-nous bien: réfléchir sur les conditions d'accès à la nationalité française, sur l'envoi au front des soldats français, définir si, quand, comment et pourquoi un individu peut/doit être euthanasié, cela fait bien partie du rôle de la politique, c'en est même toute la grandeur; mais ce n'est pas l'équivalent de monter ou baisser le point d'indice... Il ne s'agit pas non plus de débattre ici de positions sociologiques, philosophiques ou morales sur ces sujets, mais de signaler qu'ils sont difficiles, voire douloureux, qu'ils vont profondément transformer notre pays, puisque notre citoyenneté, notre morale collective, notre échelle des valeurs et des priorités de l'existence, en sont issues. Ces décisions devraient être, comme la guerre, notre *ultima ratio regum*; ce sont des choix graves



ÉLYSÉE.

Euthanasie. Le chef de l'État multiplie les annonces sur les sujets sensibles pour « sauver » son second mandat.

que l'on doit faire quand toutes les autres possibilités pour sortir d'une crise ont échoué, en sachant que, si elles permettent de résoudre un problème critique, ce ne sera pas sans faire beaucoup de mal au pays. De tels projets de lois, dont l'urgence n'est d'ailleurs démontrée dans aucun de ces quatre cas, doivent impérativement être précédés de réflexions, de débats au sein de la société dans son ensemble, puisqu'elles vont l'engager dans son ensemble.

Raisons cachées. - Or c'est tout le contraire qui se passe: dans ces quatre dossiers il ne s'agit pas de décisions collégiales,

gouvernementales ou parlementaires, mais de choix imposés par un seul homme, notre président, qui, incidemment, sort complètement de ses prérogatives et dénature son rôle. On doit alors se poser la question: pourquoi Emmanuel Macron se lance-t-il dans cette voie à haut risque pour le pays? Quels en sont les intérêts, les raisons, les motivations?

On espérerait vraiment trouver une bonne raison; malheureusement on n'en voit que de mauvaises.

Car on retrouve, pratiquement dans toutes ces décisions, les mêmes effets, ce qui laisse supposer qu'elles ne sont pas

prises au hasard. Ce sont tout d'abord des décisions qui ont le double « avantage » de ne rien coûter et d'économiser sur des dépenses importantes mais pourtant indispensables: il est plus simple et moins coûteux d'abolir le droit du sol à Mayotte que de résoudre sur le long terme la violence et l'explosion migratoire, qui ne peut se faire que par des accords avec les Comores (1); d'ouvrir l'euthanasie aux personnes gravement malades, que de financer soins palliatifs, urgences et psychiatrie; de constitutionnaliser l'avortement qui n'apporte rien de nouveau, que de mieux financer la prise en charge des

Sur le mur de Jean Chouan

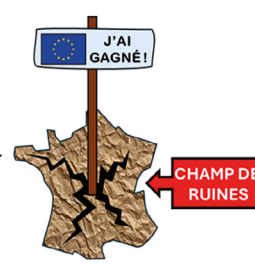
ON SAIT MAINTENANT D'OU IL PENSE TIRER SA PENSÉE COMPLEXE, NOTRE PRÉSIDENT !



IL A RETENU DE MACHIAVEL QUE POUR GAGNER LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES, IL FALLAIT D'ABORD SEMER LA ZIZANIE EN FRANCE.



LE PRIX EST UN PEU ÉLEVÉ, MAIS IL SEMBLERAIT QUE POUR DEVENIR THE CHIEF OF THE EUROPE, ET MÊME OF THE MONDE, CE N'EST PAS SI CHER PAYÉ...



femmes en détresse sociale; de se poser en défenseur de la sécurité de l'Europe face à une éventuelle menace russe sans remettre à niveau notre propre appareil militaire.

Ensuite, elles sont toutes clivantes et démagogiques: car, si d'un côté elles sèment la confusion et la zizanie dans le pays, de l'autre, en piochant

dans les programmes des partis de gauche (euthanasie) comme de droite (droit du sol), elles peuvent apporter des voix à Macron aux élections européennes. Elles lui permettent aussi, pour camoufler la constance assumée d'une politique ultralibérale, de la peindre aux couleurs du progressisme, ou de donner à l'Europe des le-

çons de modernisme à moindre coût, etc.

Qu'en conclure? Que le futur de la France importe peu à un président incapable de faire la différence entre les réformes simples, destinées à adapter le pays aux conditions du moment, et celles qui engagent le devenir de la nation: il ne mesure cela qu'à l'aune des voix

engrangées par son parti ou perdues par les autres. Que les réformes ne fassent pas la différence entre le conjoncturel et l'essentiel et détruisent à terme le tissu de notre pays: qu'importe, si l'on gagne les élections européennes? ■

FRANÇOIS GERLOTTO.

(1). Royaliste numéro 1274.

Philippe de Gaulle : un marin trop discret

Le président Emmanuel Macron a présidé une cérémonie d'« honneur funèbres militaires » dans la cour des Invalides le 20 mars. Un hommage amplement mérité pour le fils du général de Gaulle, qui fut à la fois un grand résistant, un soldat courageux et un parfait témoin de l'œuvre de son père.

L'amiral Philippe de Gaulle est décédé dans la nuit du 12 au 13 mars dernier, à l'âge de 102 ans, à l'Institut national des Invalides à Paris. Une cérémonie officielle a été organisée le 20 mars à l'Hôtel des Invalides, pour une fois utilisé à bon escient, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille à Colombey-les-Deux-Églises, en Haute-Marne, où repose déjà son épouse Henriette.

Seul fils du général de Gaulle, il a dû conduire sa vie dans l'ombre tutélaire de son illustre géniteur. Né le 28 décembre 1921 à Paris, Philippe de Gaulle a été très jeune attiré par une carrière de marin. Il sort de l'École navale en 1940 alors que la Seconde Guerre mondiale a commencé et que son père a déjà rejoint Londres où il le retrouve peu après l'appel du 18 juin. Il est affecté sur différents bâtiments de la France libre et participe à plusieurs engagements contre la flotte allemande.

À partir de 1944, il commande un peloton du régiment blindé de fusiliers-marins au sein de la 2^e division blindée (2^e DB) et participe à la libération de Paris avant d'achever la guerre en Allemagne. Il reçoit la croix de guerre 1939-1945 des mains du général Lelerc mais ne sera jamais fait compagnon de la Libération bien qu'il fût, selon Geoffroy Chodron de Courcel, aide de camp du général de Gaulle à Londres, le premier compagnon de son père. On sait en effet à quel point le Général ne



L'amiral Philippe de Gaulle.

voulait accorder aucune faveur à sa famille, mais ce fut sans doute une blessure pour Philippe de Gaulle qui n'en parla néanmoins jamais.

Après la guerre, il poursuit sa carrière dans la Marine nationale au sein de la force aéronavale avant de commander, en 1976, l'escadre de l'Atlantique puis, en 1977, la Commission permanente des essais. Promu amiral en 1980, il achève sa carrière au poste d'inspecteur général de la Marine avant d'être admis en deuxième section en 1982. C'est au même moment qu'il dirige la délégation française chargée de négocier la Convention des Nations unies sur le droit de la mer qui est signée à Montego Bay, à la Jamaïque, le 10 décembre 1982. À partir de cette époque, beaucoup souhaitent

lui voir jouer un rôle politique. Dix ans auparavant déjà, un petit parti gaulliste, le Centre des républicains libres, avait manifesté son désir de le voir accéder à la présidence de la République. Il faudra attendre 1986 pour qu'il entre, plus modestement, au Sénat où il siègera, en tant que sénateur RPR puis UMP de Paris, jusqu'en 2004.

Parallèlement, outre ses *Mémoires accessoires*, au titre d'évocat, il a publié plusieurs ouvrages consacrés à son père, ce qui constituait un exercice obligé pour lui, le contraignant néanmoins à s'effacer devant la stature historique de l'Homme du 18 juin.

« Je ne suis pas sûr qu'il ait aimé l'ombre dans laquelle il dut vivre, mais il l'accepta avec le sens du devoir qui

était le sien », écrit Philippe de Saint Robert dans l'entretien qu'il a accordé au *Journal du dimanche* le 16 mars dernier.

Le témoignage de Philippe de Gaulle est en effet précieux et irremplaçable car il était l'un des rares à connaître la personnalité intime du Général. À cet égard, il a apporté une appréciation inattendue par rapport à l'image communément associée au fondateur de la V^e République. Dans *De Gaulle*, publié aux éditions France Loisirs en 1990, il écrit en effet: « En dépit des apparences officielles, des froideurs de la souveraineté nationale, des réserves de la hiérarchie, auxquels est astreint celui qui doit assumer les plus hautes fonctions de la République au nom du peuple français, Charles de Gaulle aimait la simplicité dans sa façon de vivre en privé et il était doué d'une profonde sensibilité de cœur. »

S'il était le seul fils de ses parents, l'amiral Philippe de Gaulle et son épouse, née Henriette de Montalembert de Cers, avec laquelle il s'était marié en 1947 et qui est décédée en 2014, ont eu quatre garçons dont deux affichent des idées politiques non approuvées par la famille: Charles, qui a été député du Front national, et Pierre, qui soutient aujourd'hui la Russie.

Preuve que les enfants n'appartiennent pas à leurs parents, ce que Philippe de Gaulle aura sans doute eu plus de mal à démontrer. ■

FABRICE DE CHANCEUIL.

Campagne européenne (I) : les gauches

La crise agricole a précipité les débuts de la campagne européenne en vue des élections du 9 juin prochain, et ce sont les partis de gauche qui ont lancé le bal. Petit tour d'horizon.

Les Écologistes. – Mené par Marie Toussaint, le parti s'est littéralement sabordé dès le lancement de sa campagne: discours lunaires, récitation de poèmes *New Age*, cours collectif de *Booty Therapy* (dé-hanchement du corps); bref, les écologistes sont apparus une fois de plus comme hors-sol, parti politique de bobos ne s'adressant qu'à lui-même dans un folklore ultra-wokiste.

Comme si ce n'était pas suffisant, ils ont été tenus responsables, durant la crise agricole, des politiques environnementales punitives de l'UE.

Plus grave, Marie Toussaint s'engueule dans ses contradictions: comment faire de l'écologie et vouloir lutter contre le libéralisme tout en se définissant comme pro-européenne et fédéraliste? Comment combattre l'agrobusiness et la paupérisation et vouloir l'élargissement de l'UE à l'Ukraine?

Certains militants jugent même Marie Toussaint trop faible pour mener la campagne et doutent sérieusement de sa stratégie. Stagnant



Raphaël Glucksmann en campagne pour les européennes. Il vise un score à deux chiffres.

à 8 % dans les sondages, loin du score de 2019 (13,4 %), les Verts semblent mal engagés.

PS – Place publique. – Représenté par l'eurodéputé Raphaël Glucksmann, le parti se hisse dans les derniers sondages à 10,1 %, soit plus qu'il y a cinq ans (6,2 %). Annoncé troisième dans la course européenne, Raphaël Glucksmann profite d'un boulevard laissé par la dérive idéologique de LFI et devient aussi le vote sanction ou vote refuge d'une partie de l'électorat macroniste déçue par l'exécutif.

Le groupe Auchan envisage une évolution dans le même sens, avec un objectif de 1000 magasins franchisés en France. C'est, selon ces groupes, la seule solution qu'ils ont trouvée pour pouvoir concurrencer efficacement les groupements d'indépendants comme Les Mousquetaires, Leclerc, Système U... et pour « *ne pas finir comme Casino* », victime de son surendettement et de la rigidité d'une organisation pyramidale.

Habillement. – La marque anglaise de vêtements Superdry, qui compte 515 magasins, dont 208 franchisés, dans 46 pays, dont 102 points de vente en France (y compris dans les grands magasins) a fermé, le 1^{er} mars, sa dizaine de boutiques dans l'ouest de la France. Les personnels n'avaient manifestement pas été prévenus

en amont. À Londres, le PDG de la société, Davidson Kempner, aurait jusqu'au 29 mars pour faire, avec l'aide éventuelle d'un fonds de pension américain, une offre de reprise des actions de l'entreprise qui est estimée à 40 millions de livres sterling malgré une perte de 148,1 millions pour l'exercice achevé le 29 avril.

Meubles. – La chaîne de distribution de meubles Maisons du Monde a annoncé, le 12 mars, la fermeture, l'éloignement des centres-villes pour payer moins de loyers, ou la mise en franchise d'une cinquantaine de magasins sur 340 d'ici 2026. L'objectif est de faire 85 millions d'euros d'économie en trois ans. Là encore, il s'agit d'une restructuration avec une forme de chantage sur les gérants et les personnels.

YVONNE CHASSARD.

l'UE, qu'il voit comme un élément pragmatique de défense européenne. Sans doute est-ce là le talon d'Achille de Raphaël Glucksmann: l'image d'un bourgeois de la deuxième gauche, recroquevillé sur sa supériorité morale et bien loin des préoccupations quotidiennes des Français.

La France insoumise. – Pour LFI, représentée une nouvelle fois par Marion Aubry, l'éclatement de la NUPES a rebattu les cartes, puisque le groupe misait sur le jeu du rassemblement. En vieux loup de mer, Jean-Luc Mélenchon engage donc son parti afin de préparer son unique obsession: le mandat présidentiel de 2027... Ainsi, le programme de LFI se drape du manteau gaullien qui lui avait valu un excellent résultat durant la campagne de 2017: retour au principe des nations, souveraineté, planification économique, refus de l'élargissement, souhait d'un accord de paix entre la Russie et l'Ukraine...

Mais LFI s'est complètement décrédibilisée ces dernières années par sa stratégie de *borderisation* de l'Assemblée, ses prises de position sur le conflit israélo-palestinien, son islamogauchisme supposé et ses provocations constantes, telle sa campagne d'affichage dans sa chasse aux abstentionnistes. En conséquence, le parti de Mélenchon ne dépasse pas les 5 % dans les intentions de vote...

Parti communiste français. – Si le PCF mise sur la jeunesse de Léon Deffontaines (28 ans) pour conduire sa liste et sur un programme foncièrement souverainiste qui s'adresse à l'électorat du non au référendum de 2005, le PCF fait... du PCF! Sans surprise, il peine à dépasser les 3 % dans les sondages...

En conclusion, toutes les gauches butent sur la même contradiction: proclamer une politique sociale tout en se ralliant à l'Europe néolibérale, ouvrant un boulevard à l'extrême droite. ■

AYMERIC DARAN.

La quinzaine sociale

■ **Franchise.** – Le 11 mars, le syndicat CFDT a assigné Carrefour en justice pour sa pratique, qu'elle juge illicite, de faire passer des centaines de magasins, qui étaient exploités en direct, sous le statut de franchisé locataire-gérant. Pour le syndicat, il s'agit d'une « *restructuration déguisée* » et à moindre coût.

Les garanties pour les personnels ne sont en effet pas les mêmes (et ils perdraient 2 300 euros de salaire en moyenne par an). Les contrats avec les gérants sont jugés léonins avec des redevances excessives qui mettent en péril les magasins les moins rentables. Depuis 2018, 305 magasins Carrefour, dont 80 hypermarchés seraient passés en location-gérance. Cela a concerné 23 000 salariés...

Ces dernières décennies, les animaux sont devenus sujets de revendications, controverses et polémiques. Les découvertes de la biologie contemporaine renforcent le besoin d'une évolution du droit les concernant. Les élections européennes peuvent confirmer cette évolution.

Les animaux feront-ils leur entrée au Parlement européen ?

PAR GAËL BRUSTIER.

La cause animale a des contours flous et des modes opératoires différents mais, force est de constater qu'elle concerne, plus ou moins intensément, un nombre croissant de citoyens et d'électeurs. Il existe des raisons subjectives à ce souci. Il est aussi dû à une meilleure connaissance de la vie sensible, neuronale, des animaux. La prise en compte de la vie animale sur le plan des affects et de l'engagement est une donnée importante de certains scrutins.

L'animalisme électoral. – Électoralement, la cause animale a créé la surprise lors des élections européennes de 2019. Sur de nombreux panneaux un beagle au doux et touchant regard fit beaucoup pour attirer des votes indécis et enclins à céder à l'émotion du moment. Le Parti animaliste obtint 490 000 voix et 2,16 %. Un demi-million de suffrages, ce n'est pas tout à fait rien et doit d'abord à un fait politique. Souvent, les militants écologistes semblent étrangement indifférents au sort des animaux, qu'ils soient domestiques ou « sauvages ». Sans doute, le combat pour les animaux et nos devoirs envers eux ont-ils une forme de connotation péjorative pour certains écologistes. À lire la production des militants écologistes en effet, seul le loup, plongé dans un monde de vaste périurbanisation, mériterait d'être défendu, sans discernement aucun, malgré les inévitables attaques de troupeaux. Une écologie désincarnée donne un espace à une militance animaliste, plus portée aux affects et donc à embrasser un spectre assez large de sympathies et d'électeurs. De plus, actuellement, l'écologie politique se caractérise en France par une suite de « non » tant à des grands projets qu'à la moindre action de l'homme.

L'opinion publique a, quant à elle, intégré la dimension « sensible » des animaux : l'association L214 a, par ses vidéos, suscité une légitime indignation : broyages de poussins, « claquage » de porcelets, maltraitance dans les abattoirs... L'opinion publique a manifesté une réprobation certaine. Bien avant, nombre d'associations se sont créées et ont déployé leur énergie. La Société protectrice des animaux (SPA) mais aussi la Ligue de protection des oiseaux (LPO). Des personnalités se sont engagées en faveur des animaux, comme Brigitte Bardot, mais aussi d'autres, qui se sont associées aux ONG pour défendre le bien-être animal. Ainsi Michel Sardou s'indignait-il récemment – et à raison – du sort tragique d'un chien, massacré, égorgé, éviscéré en Normandie.



Parti animaliste. Un phénomène de société.

Souci ancien, découvertes récentes. – Le souci des animaux n'est pas nouveau dans nos sociétés. Chez les chrétiens, les animaux sont nos frères depuis fort longtemps, en particulier depuis le *Cantique des Créatures* de saint François d'Assise. Le *Poverello* les appelait « frères » et « sœurs ». Souvenons-nous aussi que Louis XI ne vivait ni voyageait sans une imposante ménagerie qui lui tenait compagnie. L'évolution de la biologie nous a amenés à approfondir notre connaissance des capacités cérébrales des animaux, dont on perçoit que chaque membre d'une espèce est une individualité, une sorte de personne animale unique et non substituable aux autres membres de son groupe.

Les travaux d'Yves Christen sont en la matière particulièrement heuristiques. Êtres sensibles, dotés de mémoire et de savoirs innés et acquis, les animaux sont aussi portés à des formes de violence par nécessité : les carnivores ont besoin de se nourrir et tuent à cette fin... L'animal et l'humain sont, pour la science, bien moins éloignés sur bien des plans, que nous le pensions jadis et encore récemment. Chiens et chats ne sont plus les seuls à être défendus, protégés, recueillis. Les « nouveaux animaux de compagnie » qui ont fait leur apparition depuis quelques décennies sont l'objet de l'attention des défenseurs des animaux. Il existe ainsi un refuge dans l'Hérault qui recueille notamment les cochons d'Inde, où chaque animal montre sa personnalité propre. Cette extension du domaine de la protection animal prend plusieurs aspects. De même, de plus en

plus s'organisent de façon réticulaire des actions individuelles, soit pour aider et recenser les oiseaux l'hiver, soit pour nourrir, soigner les hérissons ou d'autres espèces diverses. Enfin, les passionnés de chiens et chats se regroupent souvent par affinités en fonction de la race de leurs petits protégés, ce qui facilite incontestablement une communication « animaliste ».

L'impasse faite par EELV ouvre un boulevard à un vote spécifique. – Il y a cinq ans, on pouvait prédire une percée écologiste aux élections européennes. Cependant le « cafouillage » permanent, les excès de Sandrine Rousseau et l'agenda réel des élus écologistes nationaux particulièrement éloigné de la nature incarnée et des réalités de celle-ci peuvent contribuer à éloigner certains électeurs peu enclins à chérir les polémiques récurrentes des élus EELV. Dans le contexte actuel, porté par la prise de conscience de l'altérité animale comme composante de notre univers social, il n'est pas impossible de voir des animalistes siéger sur les bancs du Parlement européen. Évidemment, la défense des rats par l'élue animaliste au Conseil de Paris risque de ne pas beaucoup inciter les électeurs parisiens au vote pour cette liste mais, nonobstant les embardées sur des sujets anecdotiques, le potentiel est là.

Aborder la question de la nature par le biais de la prise en considération de la vie animale peut être un moyen plus efficace que de compter son bilan carbone. Cela nécessite évidemment plus d'empathie et moins de glorification de son supposé comportement personnel dans l'appréhension de la défense de la « nature » au sens large. De même, est-il plus satisfaisant de protéger un animal que de traquer et dénoncer les mauvaises pratiques « climatiques » de ses voisins.

Bénéficiant potentiellement de la focalisation sur des sujets annexes et revendications folkloriques des écologistes « officiels », il n'est pas plus interdit aux animalistes qu'aux communistes de passer la barre des 5 %. Ce ne serait qu'une traduction – électorale celle-ci – parmi d'autres de la mutation de notre appréhension de notre relation avec les animaux. Notre société découvre les richesses et subtilités de l'animal, éprouve pour une part un intérêt croissant pour les animaux alors que l'on constate une fragilisation spectaculaire des capacités d'empathie pour les autres humains de nombre de nos concitoyens. Oui, les animalistes ont beaucoup d'atouts pour entrer au Parlement européen en juin. ■

Portugal : des élections en trompe-l'œil

Les élections législatives du 10 mars sont une défaite pour la gauche portugaise, mais ne laissent apparaître aucune solution viable à long terme.

Les élections législatives portugaises du 10 mars dernier sont le résultat de la démission du Premier ministre António Costa, le 7 novembre 2023, pris dans les rêts d'un scandale de corruption dans lequel sont mis en cause également de nombreux hauts fonctionnaires et membres du gouvernement. Comme il s'y était engagé en cas de démission du chef du gouvernement, le président de la République, Marcelo Rebelo de Sousa, a dissous l'Assemblée alors même qu'il pouvait décider de nommer une nouvelle personnalité politique issue de la majorité socialiste. Son engagement au sein du Parti social-démocrate, principal parti d'opposition, a-t-il motivé son choix ? C'est une affaire entre lui et sa conscience. Cependant, conformément aux vœux du Parti socialiste, les élections se sont tenues le 10 mars afin de permettre à ce parti de faire campagne dans de bonnes conditions, en ayant le temps nécessaire à la promotion de son programme.



Luis Montenegro. Le chef de la coalition portugaise de centre droit arrive de justesse en première place des législatives.

Comme les sondages le laissaient supposer, ces élections ont été un échec pour le PS. Avec 28,66 % des suffrages exprimés et 77 sièges, les socialistes perdent 14 points et 43 sièges par rapport à 2022, loin des 113 nécessaires pour détenir la majorité absolue. Cependant, si l'Alliance démocratique (AD) arrive en tête de ces élections avec 29,5 % des voix et 79 sièges, son avance en voix et en sièges est faible, et la droite parlementaire perd même deux points et deux sièges à l'issue de ce scrutin. Surtout, elle est très loin de la majorité

absolue des sièges. Ces élections pourraient pourtant marquer le retour au gouvernement de nos amis royalistes du PPM (Parti monarchiste populaire), membres de l'AD, car M. Montenegro, leader de la coalition, affiche dès le soir des élections son ambition de diriger le prochain gouvernement. Seul un gouvernement minoritaire paraît, à ce jour, envisageable car l'autre parti de droite, arrivé en troisième position, est considéré par lui comme infréquentable.

Ce parti, Chega (Ça suffit), mené par André Ventura, peut

se targuer de voir son score progresser de dix points par rapport à 2022 (18 %) et d'obtenir 48 sièges, soit 43 de plus qu'il y a deux ans. Mieux, il paraît largement responsable de la hausse du taux de participation (66 %) alors que, depuis 1995, celui-ci n'avait jamais dépassé les 50 %. M. Ventura, favorable à la baisse des impôts et à la hausse des salaires, a su se présenter comme un nouveau M. Propre, prospérant sur le mécontentement des électeurs face à l'inflation et la corruption, et ce malgré une situation économique portugaise qui réjouirait bien des pays s'ils en bénéficiaient. Candidat antisystème, il se propose de gouverner avec M. Montenegro. Allez comprendre. L'avenir politique du Portugal s'écrit donc plus que jamais en pointillé. ■

MARC SÉVRIEN.

Les Faits marquants

■ **Canada.** – Au lendemain du vote par le Parlement d'une motion appelant à un cessez-le-feu immédiat dans la bande de Gaza, l'exécutif a annoncé, le 19 mars, l'arrêt de toute fourniture d'équipement militaire à Israël.

■ **Espagne.** – Le gouvernement socialiste a accusé de fraude fiscale le conjoint d'Isabel Díaz Ayuso, présidente conservatrice de la communauté de Madrid... En réplique, le président du Parti populaire, Alberto Núñez Feijóo a déclenché l'ouverture d'une commission d'enquête à l'encontre de Begoña Gómez, épouse du Premier ministre Pedro Sánchez, à propos du sauvetage public d'une compagnie aérienne.

■ **RDC.** – Incarcéré depuis septembre 2023 pour la parution d'un article critiquant les services de renseignement congolais, le journaliste Stanis Bujakera (Reuters, *Jeune Afrique*) a été libéré le 19 mars après avoir été condamné à six mois de prison – purgés en détention provisoire.

■ **Vietnam.** – Arrivé à la tête du pays le 2 mars 2023, le président Võ Văn Thuồng a annoncé sa démission le 20 mars 2024. Comme son prédécesseur Nguyễn Xuân Phúc il y a un an, Võ est victime de la « lutte contre la corruption » menée par le Parti communiste.

Y. L. M.

CASIMIR MAZET.

Voix étrangères

■ **Madame Ukraine.** – La télévision russe RT en anglais a, le 5 mars, ouvert son journal par cette information capitale : « *Nuland part* » (*Nuland quits*). Le secrétaire d'État américain Antony Blinken l'a confirmé : « *[Vic] Toria m'a annoncé qu'elle quittait le Département d'État dans les prochaines semaines.* » Elle n'a pourtant pas tout à fait 63 ans. Elle occupait depuis 2021 le troisième rang dans la hiérarchie diplomatique comme directrice des Affaires politiques. Entre 2013 et 2017, sous-secrétaire d'État pour les Affaires européennes sous Hillary Clinton, elle avait fait sien la révolution ukrainienne. Elle avait activement soutenu les manifestants de la place Maïdan qu'elle arpenterait ostensiblement, distribuant des sandwiches. Elle avait épousé la cause. On l'avait surnommée « la proconsule » tant

son ingérence dans les affaires intérieures de l'Ukraine était grande. La porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères a commenté officiellement son départ comme marquant « l'échec de la diplomatie anti-russe de Biden ».

Épouse du principal chef de file du mouvement néo-conservateur, Robert Kagan, l'auteur de *Les Américains descendant de Mars, les Européens de Vénus*, elle s'était mise en congé sous la présidence Trump.

Tout le monde est surtout soulagé qu'elle n'ait pas été nommée au poste de n° 2 comme secrétaire d'État adjointe. Blinken lui avait préféré Kurt Campbell, précédemment chargé de l'Asie au Conseil national de sécurité. Le Sénat avait approuvé ce choix le 6 février. La décision de Victoria Nuland est vraisemblablement plus liée à ce refus de promotion interne qu'à un changement de politique de l'équipe Biden à l'égard de l'Ukraine. Elle indique néanmoins

une confirmation du tropisme vers l'Asie dont la guerre en Ukraine et les événements du Proche-Orient ont détourné l'attention du secrétaire d'État et du président.

La présente administration pourrait ne plus avoir que dix mois à vivre. Blinken a eu l'honneur de la couverture de l'hebdomadaire américain *Time* daté du 22 janvier. Son bilan à ce jour n'est pourtant pas brillant. La presse conservatrice lui accorde le soin des apparences, l'élégance, la courtoisie, pour mieux le dégonfler : « *Antony Blinken est surestimé* » (*overrated*). Le sujet de *Time* n'était pas éloigné, posant la question : « *L'Amérique sait-elle diriger ?* » (*Can America lead?*). Blinken comme test de la capacité des États-Unis à réguler la communauté internationale, la réponse ne peut que décevoir. Blinken joue de plus en plus les utilités, laissant le travail à la CIA et au Conseil national de sécurité.

Les frontières orientales de l'Europe sont revenues à celles de la paix de Brest-Litovsk en 1918. Le retour en force de la Russie pesait sur le futur de tout le règlement européen. Faute d'avoir pensé celui-ci en 1991, il se pose aujourd'hui dans la guerre.

Les portes de l'Europe

PAR YVES LA MARCK

Au lieu de brandir à tout propos le précédent munichois, il serait plus séant de se plonger dans la question d'Orient au XVIII^e siècle. On y verrait distinctement la solidarité entre les trois « portes » de l'Europe face à l'Est : celle de la Baltique, celle de la Pologne et celle de la mer Noire, cette dernière étant appelée « la Sublime Porte ». La France a mené alors une diplomatie compliquée qui supposait le secret du roi pour empêcher le partage de l'une ou l'autre des puissances garantes du statu quo : la Suède, la Pologne, l'Empire ottoman. Si finalement elle échoua, on peut en tirer des leçons pour la conduite de la stratégie actuelle qui lui est assez semblable.

La Baltique. – L'entrée de la Finlande et de la Suède dans l'OTAN ferme la mer Baltique, hier qualifiée de lac suédois, puis de lac allemand, aujourd'hui de lac otanien. Moscou n'a pas encore réagi ouvertement dans la mesure où le Kremlin a dû dégarnir le front nord pour envoyer les troupes au sud. Il n'y a presque plus aucun bataillon face aux pays baltes. Cela ne saurait durer. La Russie ne peut voir son accès à la Baltique depuis Saint-Petersbourg à ce point restreint, sinon soumis à un blocus. L'essentiel de sa flotte nucléaire est à Mourmansk. Le recul de la banquise devrait la libérer mais la confrontation ne ferait que changer d'espace. Le Danemark, qui contrôle les détroits situés près du Jutland tout comme la Turquie contrôle le Bosphore pour la mer Noire, a bien compris la conséquence que cela représentait. La Première ministre a annoncé un réarmement et une extension de la conscription (volontaire). La Suède fortifie l'île de Gotland au plein centre de la Baltique. Il sera difficile, pour les navires russes, de sortir de Kaliningrad ou d'entrer à Saint-Petersbourg. La défense des trois États baltes est un casse-tête pour l'OTAN en deçà des seuils nucléaires. Depuis le sommet de Varsovie de 2016, il avait été décidé d'y déployer des « groupes de présence avancée ». La France y prend part pour l'Estonie avec les Britanniques et les Belges sous coordination canadienne ; l'Allemagne projette un bataillon complet (5 000 hommes) en Lituanie ; les Américains sont en responsabilité en Pologne.

Steadfast Defender. – Les grandes manœuvres en cours, les plus importantes depuis 1988, mobilisant 90 000 hommes, entre le 22 janvier et le 31 mai, complètent ce dispositif en étant centrées, pour ce qui concerne sa phase centrale dite *Dragon 24*, sur l'acheminement rapide de



Frontière russo-estonienne à Narva. La défense des pays baltes est un casse-tête pour l'Otan.

renforts à travers la Pologne. Les éléments postés dans les États baltes ne peuvent en effet, au mieux, que retarder la pénétration des forces ennemies.

L'aspect le plus spectaculaire de ces exercices est celui dit *Nordic Response* pour venir en aide aux Suédois et aux Finlandais dans le Grand Nord. Version améliorée de la « route du fer » de 1939.

La contribution française est minimale par rapport au gros des effectifs qui sont d'abord britanniques (20 000 hommes), polonais (15 000) et allemands (10 000). Le commandement est assuré depuis le quartier général de l'OTAN à Brusslund (aux Pays-Bas, près de Maastricht, à la frontière de la Belgique et de l'Allemagne) par un général américain. La France devrait être plus concernée dans une troisième phase, dirigée vers le sud-est, dans la mesure où elle exerce la coordination du groupe avancé en Roumanie.

Biélorussie, maillon faible. – Jusqu'en 1993 (Loukachenko a été élu en 1994), on accordait encore crédit à la Biélorussie (où se trouve Brest-Litovsk, à la frontière polonaise) pour devenir le « centre neutre » du système dit « balto-pontique », assurant la liaison entre théâtre balte et mer Noire ou Pont-Euxin. Poutine a bien vu la faille en décidant de sanctuariser le pays dont la constitution avalisa, l'an dernier, la présence d'installations militaires nucléaires russes sur son sol. Minsk avait décidé, avec Kiev, sous Eltsine, la dissolution de l'Union soviétique. Si les Baltes

sont menacés, ainsi que les Polonais, c'est d'abord par le côté biélorusse et le fameux corridor de Suwalki qui le sépare de l'enclave russe de Kaliningrad. Les trois baltes seraient coupés du reste de l'UE et de l'OTAN par toute voie terrestre.

Varsovie-Minsk-Kiev. – il n'existe aucune frontière naturelle ni stable entre les trois entités. Un « système » aurait ainsi pu être imaginé pour stabiliser cet entre-deux entre Est et Ouest après la dissolution de l'URSS. Le pont se trouve désormais sur la ligne de front.

Mer Noire. – La guerre en Ukraine vaudrait donc à Moscou l'asphyxie balte. Les Baltes pensent être les prochains sur la liste. Le Kremlin cherchera à desserrer l'étreinte otanienne en mer Baltique. Dans un premier temps, la Russie pourrait plutôt se retourner vers la Géorgie – certains pensent même au Kazakhstan. La Géorgie aurait du sens comme riverain de la mer Noire. Avec la conquête de la Crimée, le contrôle russe de la mer Noire passe par celui d'Odessa, grâce à quoi ce serait au tour de l'Ukraine d'être enclavée. Sans Odessa, la Crimée n'est pas sûre. D'Odessa, les forces russes feraient leur jonction avec la Transnistrie. Elles contrôlèrent dès lors huit oblasts au lieu de quatre, et non plus 23 % mais 43 % du territoire ukrainien, ramenant ce pays à un noyau central et occidental autour de Kiev et de Lviv. Dans ces conditions, ce serait au tour de la mer Noire d'être une mer fermée comme la Baltique, conduisant dans la pratique, sinon en droit, au contrôle des détroits turcs.

On ne peut mieux illustrer la solidarité entre Suède, Danemark, Pologne et Turquie dans le système créé à la lisière entre les deux Europe. D'États tampons, ils sont redevenus « barrière de l'Est ». La prise de conscience est encore embryonnaire et s'opère dans le désordre. Faute d'unité ou de cohérence entre ces trois garants, Moscou pourra continuer à jouer de l'un contre l'autre, ou plutôt, comme les Horaces et les Curiaces, de l'un après l'autre. Son armée n'a pas les moyens de combattre sur plusieurs fronts à la fois. Les sanctions n'ont que des effets trop indirects. L'OTAN n'a qu'une valeur défensive. Comment dissuader l'ennemi avec une politique défensive, ce fut le drame des années 1930. Il faut épargner aux pays baltes et à la Pologne le complexe de la ligne Maginot. Il faut cesser d'humilier la Turquie et la Hongrie. Qu'on le veuille ou non, il y a une diplomatie de temps de guerre. ■

SOURCE: WIKIPÉDIA, PHOTO: GEONARVA



SOURCE: FLICKR, PHOTO: MIKE LICHT

Le siège d'Heritage Foundation à Washington. Un des principaux laboratoires d'idées du conservatisme américain.

Le conservatisme américain

PAR MARIE-JO YORK

Si Donald Trump a pu s'emparer des leviers de commande du Parti républicain, c'est qu'au sein de ce parti une évolution décisive s'était produite sur le plan des idées. Une mutation du « mouvement conservateur » a préparé mais non défini ni limité ce que sera le « trumpisme version 2.0 ».

La fin de la guerre froide avait frappé d'obsolescence l'anticommunisme, ciment du conservatisme et de la droite en général. Les néo-conservateurs avaient rempli le vide ainsi laissé. Ils avaient connu leur apogée sous George W. Bush mais aussi leur chute après le fiasco irakien puis afghan. L'ancien conservatisme ne reprit pas la place. Il était apparu triomphant sous la présidence Reagan qui avait d'abord profité au néo-libéralisme. Les autres composantes du consensus conservateur se sont senties frustrées : la droite religieuse, les paléo-conservateurs, d'abord représentés depuis 1955 par l'équipe de la *National Review* de William Buckley, complétée en 1957 par une revue théorique, *Modern Age*, enfin à partir de 2002, par *The American Conservative* de Patrick Buchanan, plusieurs fois candidat à l'investiture républicaine aux présidentielles et auteur d'un *La République contre l'Empire*.

Donald Trump, quand il arrive à la Maison Blanche, ne dispose donc d'aucun corps de doctrine, ni d'équipes constituées. Il ne peut ni ne veut se référer à George W. Bush ni à Reagan. L'organisation et encore moins la philosophie politique, ce n'est pas sa priorité. Les quelques personnes qui pourraient s'y consacrer sont en fonction.

En même temps, comme il n'y a plus d'orthodoxie ni de consensus, les idées fusent en tous sens.

Les plus prolifiques ne sont d'ailleurs pas ceux qui auront le plus d'influence car ils parlent de l'extérieur du « système » et resteront périphériques : c'est le cas des néo-catholiques qui s'engouffrent dans la filière post-libérale dans une filiation chrétienne-sociale : Rod Dreher (*Le Pari béne-dictin*), Patrick Deneen (*Regime Change*), Adrian Vermeule (*Common Good Constitutionalism*), Sohrab Ahmari (*Tyranny, Inc*, dont la traduction française paraît en mars chez Salvator), Chad Pecknold.

NatCons. – Ils ne sont pas les seuls puisque rejoints par le nouvel avocat d'un « *national-conservatisme* » qui, sur la base de la critique du néo-libéralisme qu'il pousse jusqu'à la critique de Locke et des Lumières, recrée un néo-communautarisme : un Israélo-Américain sioniste, Yoram Hazony, qui n'a pourtant de cesse de stigmatiser dans ses livres l'univers catholique. Rejetant le « *fusionnisme* », il est accusé d'accentuer les divisions internes au « *mouvement conservateur* » qu'il prétend rassembler sur un plan international. Il crée en 2019 la Fondation Edmund Burke, dirigée par David Brog,

ancien responsable de chrétiens sionistes, et financée par le milliardaire propriétaire de Paypal, Peter Thiel. Celle-ci organisera chaque année des « *NatCon* » conférences, alternativement aux États-Unis et en Europe (juillet 2019 à Washington, février 2020 à Rome, novembre 2021 à Orlando, mars 2022 à Bruxelles, septembre 2022 à Miami, mai 2023 à Londres, avril 2024 à Bruxelles). En 2019, Yoram Hazony avait publié une sorte de manifeste avec son livre *La Vertu du nationalisme* (traduit en français en 2022 avec une préface de Gilles-William Gold-nadel). Il ne parviendra pas à assumer son projet transatlantique, les deux rives ne parvenant pas à communiquer. Il aggrave son cas avec un nouveau livre qui tente de résoudre la difficulté mais ne fait que la creuser. Dans *Conservatism : a rediscovery* (2022), il veut démontrer l'existence d'une continuité multiséculaire de la « *tradition anglo-américaine* ». C'est un échec retentissant qui dresse contre lui tous les conservateurs américains, anciens comme nouveaux. Il réinterprète en effet à sa façon la Constitution américaine et les débats des Pères fondateurs. Il se fait reprendre sur l'instrumentalisation qu'il fait d'Edmund Burke qui a défendu l'indépendance américaine contre le roi George III. Il devra

surtout assumer d'avoir joué le mauvais cheval en réservant en 2022 en Floride un accueil spécial à Ron DeSantis. On pensait alors que le gouverneur était l'étoile montante du parti, qu'il remplacerait un Trump insatisfait des élections de mi-mandat.

Hazony n'aura pas plus de succès à Westminster. Le parti conservateur orphelin du thatchérisme, un temps revivifié par le projet social de Boris Johnson, a perdu toute boussole. L'idée de démocratie judéo-chrétienne ne fait pas florès dans un milieu aussi sécularisé. Rien donc pour attirer le chaland. La seule terre d'accueil sera la Hongrie de Viktor Orbán qui attire à Budapest Rod Dreher et Gladden Pappin, ce dernier à la tête de l'Institut hongrois de relations internationales après avoir été professeur associé au collège Matthias Corvin.

Retour aux États-Unis. – Exit les néo-conservateurs, élèves de Léo Strauss, exit les intégralistes catholiques, exit les néo-libéraux inspirés de Friedrich Hayek et de la Société du Mont-Pèlerin, exit les libertariens à la Milton Friedman et Murray Rothbard, exit les paléoconservateurs de la *National Review* et consorts, le consensus est mort. C'est sur ses ruines que Trump va triompher. Trump pique ici ou là des idées qu'on lui signale – lui-même ne lit ni ne pense. Il en retient, il en laisse. C'est en fonction de cette situation que les cartes vont être rebattues dans les publications, les cercles d'idées, les fondations intellectuelles et même les universités.

Le « mouvement conservateur » n'intéresse pas Trump en tant que tel car lui-même n'est que dans l'action et la réaction. Les intellectuels se rendent compte qu'ils ne pèseront que s'ils appuient sa candidature. On voit donc une certaine osmose dans les publications notamment avec *The American Conservative* qui a toujours combattu les thèses interventionnistes néo-con. Constitutionnalisme, isolationnisme, protectionnisme, contrôle de l'immigration, réarmement, obsession chinoise, État réduit aux tâches régaliennes : les principales thèses du conservatisme libéral sont abandonnées sans toutefois que soit prônée une société post-libérale. L'individualisme n'est pas répudié.

Après la défaite de 2020, de nouveaux cercles d'idées sont lancés par des officiels de l'administration Trump libérés de leurs emplois, des gestionnaires, des organisateurs plutôt que des politiques : l'*America first policy institute* (AFPI) et le *Center for Renewing America* (CRA, Centre pour le renouvellement de l'Amérique). Ce sont de petites structures, instruments au service du MAGA (*Make America Great Again*), plus axées sur les hommes que sur des programmes. Elles ne se comparent pas aux grandes fondations que sont *American Enterprise Institute* et *Heritage Foundation*.

La première, fondée en 1938, très axée sur les entreprises privées comme son nom l'indique, fut particulièrement influente sous la présidence Bush junior. Elle a



Le philosophe Yoram Hazony. Figure controversée du conservatisme américain.

abrité toutes les anciennes gloires néo-con (Dick Cheney, John Bolton, Jeanne Kirkpatrick, Paul Wolfowitz, etc.).

La seconde date de 1973, sous Nixon, et prit l'ascendant sous Reagan. Elle était d'ailleurs restée gardienne de l'héritage reaganien jusqu'à sa précédente directrice, proche de George W. Bush, relevée en décembre 2021. Son successeur, Kevin Roberts, un Texan, est en phase avec le projet Trump. Les deux fondations reçoivent chacune environ 80 millions de dollars de dons qui leur permettent de financer des projets de recherche, des formations, des conférences, des publications...

Le « mouvement conservateur » n'intéresse pas Trump en tant que tel car lui-même n'est que dans l'action et la réaction.

Heritage Foundation a créé une filiale qui compterait un demi-million d'adhérents. Depuis 1981, elle s'illustre dans la production tous les quatre ans d'un livre de recommandations pour la présidence à venir. *Le Projet 2025* a ainsi été dévoilé au début de l'an dernier : 885 pages couvrant tous les départements ministériels. Par exemple, le département d'État (ministère des Affaires étrangères) compte 29 pages sous la plume d'un professeur de relations internationales, une Afro-Américaine, ancienne directrice du centre de prévision sous le secrétaire d'État Mike Pompeo.

Donald Trump président n'a que faire d'une feuille de route, mais sa future administration en aura la responsabilité. La politique de Trump a besoin des hommes, le maillon faible de sa première présidence ayant été son étrangeté par rapport à la fonction publique et aux agences fédérales. *Heritage foundation* s'est donc donné pour mission une campagne de recrutement et un collège de formation.

Parallèlement à *Heritage Foundation*, une ancienne institution a su tirer son épingle du jeu : le *Claremont Institute*, basé en Californie, adossé aux collèges du même nom. Le secrétaire d'État de Trump, Mike Pompeo, y avait présidé le 40^e anniversaire de sa création en 2019. L'institut publie une revue des livres, le *Claremont Review of Books* qui fait pendant au *New York Review of Books*. Il se place sous l'enseignement de Harry Jaffa (1918-2015), spécialiste d'Abraham Lincoln, élève de Léo Strauss, mais opposé à sa descendance néo-con de la côte est. L'Institut, qui reçoit environ 10 millions de dollars de dons, fut le premier à soutenir Donald Trump en septembre 2016.

Trump-Orbán. – Quel est alors le fond de la relation entre Trump et Orbán qui se sont encore entretenus en Floride le 8 mars ? Qu'y a-t-il de commun entre conservateurs américains et européens ? Le christianisme ? Sauf exception, les traditions religieuses sont trop éloignées. Le nationalisme ? Hazony est plus avisé que Steve Bannon qui s'était lancé au nom de Trump à la conquête de l'Europe pour faire des « trumpistes ». Il s'était cassé les dents. Hazony cherche à jouer sur la « préservation » des États-nations face à la construction européenne. Aux États-Unis l'exceptionnalisme domine ; il n'y a pas de transposition possible de l'idée de nation. L'illibéralisme ? À ne pas confondre avec le post-libéralisme.

Les déclarations d'Orbán indiquent que l'Ukraine pourrait être le lien. L'une des principales évolutions d'*Heritage Foundation* par rapport à l'ère Reagan est la ligne non interventionniste observée depuis le début de la guerre. Le refus des crédits à l'Ukraine par la majorité républicaine de la Chambre, en accord avec Trump, est solidement argumenté par nombre de *papers*, études et rapports publiés par *Heritage Foundation* et *The American Conservative*. Le terme de « conservatisme réaliste » a été forgé à cette occasion.

La Hongrie présidera les Conseils européens au second semestre, au lendemain des élections européennes et pendant les élections américaines. Il est le seul à pouvoir forger des ponts entre les diverses droites européennes actuellement divisées en trois formations dont l'une vient de la démocratie chrétienne (PPE), l'autre du courant identitaire (ID), la troisième se dit conservatrice et réformatrice (CRE). En n'adhérant plus à aucune d'entre elles (le Fidesz est sorti du PPE l'an dernier), Orbán est en position de fédérateur. Il se positionne également en alternative. En cas de victoire de Trump, il serait son interlocuteur principal pour réformer l'architecture de sécurité transatlantique. La base de ce nouveau « fusionnisme » n'est pas la raison – qui sépare – mais l'empirisme – qui rapproche. ■

SOURCE: FLICKR, PHOTO: MIKE LICHT.

Réflexions de pointe

Fondée en 1894, la prestigieuse *Revue politique et parlementaire* continue de nourrir la réflexion prospective comme en témoigne le dossier qu'elle a récemment consacré au travail.

Mise à mal par la logique néo-libérale, l'éminente dignité du travail doit être repensée selon les défis anciens et nouveaux qui mettent en question la part la plus importante de l'activité humaine et provoquent aujourd'hui plus de souffrance que d'émancipation.

Faute de pouvoir évoquer toutes les contributions – sur le management, l'immigration, la numérisation, les nouveaux modes d'activité –, je signale l'entretien accordé à la revue par Jean-Claude Mailly. L'ancien secrétaire général de Force ouvrière appelle l'ensemble du monde occidental à un « *aggiornamento économique et social* » permettant de rompre avec la logique néolibérale.

Quant à la France, Jean-Claude Mailly dénonce une évolution trop peu combattue par les actuelles directions syndicales : la perte du pouvoir monétaire, la complexité de l'Union européenne et la logique néolibérale « *ont conduit progressivement les pouvoirs publics à vouloir prendre la*

main sur toute la sphère sociale y compris compte tenu des masses financières en jeu ».

La création de Pôle emploi, la remise en cause du 1 % logement, la volonté de récupérer les réserves financières de toutes les caisses de retraite et la remise en cause de l'assurance chômage en 2018 s'inscrivent dans cette logique pernicieuse. C'est le paritarisme qu'on veut détruire alors qu'il fait « *partie intégrante de la démocratie sociale* ». Et Jean-Claude Mailly de conclure que « *l'exécutif tend à appliquer une conception dangereuse du en même temps : libéral au plan économique, autoritaire au plan social* ». Le durcissement de l'austérité

budgétaire qui se profile va malheureusement confirmer cette analyse.

Ces attentats contre la démocratie sociale s'inscrivent dans un processus encore plus inquiétant que les décisions prises par la gouvernance oligarchique. Dans l'entretien qu'il a accordé à la revue, Bernard Bourdin explique que la crise des démocraties occidentales tient au fait que, « *en perdant leur socle national, elles ont perdu le cadre spatiotemporel qui leur permet d'exister* ». Si l'on se détache de la nation et que l'on fonctionnalise le statut de citoyen, « *on lui fait perdre toute référence symbolique, nécessairement tirée de l'Histoire. Le citoyen est condamné à être un citoyen à plusieurs étages. Or,*

si l'idée peut paraître séduisante, l'exemple de la construction européenne montre que le patriotisme constitutionnel, au fond, ne fonctionne pas ». C'est là un point à méditer, alors que s'engage la campagne pour les élections européennes.

Les impasses du néolibéralisme et ses échecs cinglants peuvent provoquer un choc salutaire, mais ils engendrent aussi des réactions ultralibérales comme on le voit en Argentine. Sociologue et historien argentin, Humberto Cucchetti analyse la pensée et le comportement de Javier Milei, qui se fonde sur une pure idéologie, héritée de l'école autrichienne (Hayek) et de l'école de Chicago (Friedman), « *loin de toute viabilité politique* ». Milei est le produit inattendu et délirant de l'échec des partis dominants, des désastres économiques et sociaux qu'ils ont provoqués. Mais le nouveau président est pétri de contradictions et il n'est pas sûr qu'il puisse tenir longtemps – à moins que l'incarnation de la révolte antiétatique ne se transforme en chef d'État.

SYLVIE FERNOY.

► *Revue politique et parlementaire*, n° 1108, « *Le travail : permanences et mutations* », octobre-décembre 2023.



Esprit

■ **Sainte Marie de Paris.** – En avril 1945, l'une des rares survivantes du camp de concentration de Ravensbrück « *en rapporta, roulé autour de sa taille, un foulard brodé par Mère Marie, représentant le Débarquement dans le style de la tapisserie de Bayeux* » : une relique de cette prodigieuse Marie Skobtsov (1891-1945), qui avait été le soutien de beaucoup de ses codétenues. Impossible en effet d'imaginer la force de caractère qu'il avait fallu à cette Russe, moniale orthodoxe, pour trouver les moyens et le temps de magnifier ainsi un pauvre chiffon, dans un camp de la mort où elle était régulièrement désignée pour les pires corvées, et où elle devait mourir dans une chambre à gaz.



Dans son petit livre destiné à familiariser le lecteur avec la pensée de Marie Skobtsov, au cours d'un parcours de méditation fait pour durer quinze jours ainsi que le veut le principe de cette collection riche en pépites spirituelles, Laurence Varaut distille les qualités peu ordinaires de cette femme. Elle était née dans un milieu privilégié de la Russie impériale, fut mariée

et divorcée deux fois, eut trois enfants, se mêla de politique... En 1932 à Paris, un archevêque et métropolitain des paroisses occidentales de l'Église orthodoxe grecque discerna sa vraie vocation : moniale, destinée à être la mère de tant d'émigrés russes blancs exilés à Paris dans l'entre-deux-guerres.

Mère Marie, figure perturbante pour qui veut ranger chaque vocation dans des cases, eut l'intuition de foyers vivant au rythme de la liturgie, avec quelques sœurs et un aumônier, et où on aidait des recalés de la vie normale : victimes de l'exil, de la pauvreté, de l'alcoolisme... On leur proposait un logement de dépannage, une soupe populaire, des activités... Le foyer qui dura le plus longtemps était situé au n° 77, rue de Lourmel, dans le XV^e arrondissement de Paris.

C'est là qu'elle était, alors que les Allemands occupaient la France, persécutant les Juifs dont elle nourrissait et cachait un certain nombre, leur fournissant de faux actes de baptême censés les protéger. Manque de prudence qui lui coûta son arrestation, ainsi que celle de son fils séminariste, et valut, à tous les deux, la mort en camps. Elle a été canonisée par le patriarcat de Constantinople sous le nom de Marie de Paris et reconnue « *Juste parmi les nations* » à Jérusalem. C'est une icône qui mérite une reconnaissance universelle, d'autant plus qu'elle a laissé une œuvre abondante dont la traduction et la publication en français s'achèvent.

FRÉDÉRIC AIMARD.

► Laurence Varaut, *Marie Skobtsov*, Nouvelle Cité, collection « *Prier 15 jours avec...* », 2024.

DK



Par Gérard Leclerc

Qui était Philippe Sollers ?

Oui, les écrivains meurent aussi. Sollers n'a pas échappé à la règle. Il nous a quittés, plutôt discrètement, le 5 mai de l'année dernière. Même pas une cérémonie à Paris, à Saint-Germain-des-Prés comme il se devait. Il a tenu à sa messe, mais dans son île chérie de Ré, loin des événements bien parisiens. Je l'ai regretté, j'aurais aimé m'associer à un hommage, si discret fût-il. Cela aurait, chez moi, atténué un peu l'amertume de ne pas l'avoir salué dans les derniers mois. Plusieurs fois, je suis passé, le soir, devant la Closerie des Lilas, et j'apercevais sa silhouette en compagnie de celle qui a poursuivi avec lui un colloque dont j'ai peine à croire qu'il s'est interrompu, Josyane Savigneau, l'ancienne responsable du *Monde des livres*, qui lui permit de développer une vocation de critique, où il livra – c'est ma conviction – le meilleur de lui-même.

Je n'ai pas osé les déranger. J'ai eu tort, bien sûr. Il m'aurait accueilli avec sa gentillesse habituelle. Peut-être aurais-je été attristé de ne pas le retrouver dans l'éclat où je l'avais connu. « *Silhouette voûtée dans un costume sombre, déjà presque fantomale apparition. Le roi Lear dans un décor urbain.* » C'est du moins ainsi que le décrit Pascal Louvrier dans un essai de caractère presque intimiste, pour avoir eu l'autorisation de suivre l'écrivain jusque dans cette vie secrète, dont il se faisait une gloire. Pour moi, Sollers, c'était une sorte de personnage solaire. Sulfureux dit-on à raison, imprévisible, contradictoire. Un ami qui l'avait connu dans sa période d'extrême gauche en avait gardé le plus fâcheux souvenir. Il ne s'agissait pas de contredire le directeur de *Tel Quel* dans sa militance maoïste. On s'exposait, plus qu'à de l'excommunication, au rejet glacial du garde rouge. Mais ce ne fut qu'une période, relativement brève, où le Quartier latin était à l'heure de Louis Althusser et de sa dialectique scientifique et matérialiste.

Le Sollers que j'ai connu par la suite était aux antipodes du compagnon de l'auteur de *Lire le Capital*. Il était loin, le temps de la visite de l'équipe en Chine, avec le retour en costume Mao. L'intéressé n'était pas du genre à se répandre en regrets éperdus pour ce qui était quand même un sérieux dérapage. Pourtant, Pascal Louvrier cite un propos significatif de la part de celui qui avait su méditer sur l'égarément des intellectuels. Ne s'imaginait-il pas dans la voiture cellulaire qui conduisait Brasillach au lieu de son exécution, en compagnie de Sartre et de Céline, tous coupables des compromissions du XX^e siècle.

C'était une tout autre rhétorique que j'entendis la première fois où je vis enfin Sollers en face-à-face. L'initiative de ce dîner venait de mon ami Philippe Delaroche. Dans ce restaurant de la Bastille, il y avait aussi Laurent Dispot, auteur d'un essai marquant, *La Machine à terre*. Je l'entends encore s'exclamer : « *Ce qui m'a toujours rassuré chez Sollers, c'est son goût pour les classiques !* » Et de fait, en pleine lecture de Saint-Simon, avec gourmandise il reprenait quelques expressions savoureuses du célèbre duc. Mais il avait alors aussi une autre référence, très contemporaine, celle de Philippe Muray dont il avait apprécié *Le XIX^e siècle à travers les âges*, au point d'en avoir adopté toute la dénonciation d'un socialisme de type occultiste.

J'ai eu l'occasion de le revoir souvent au milieu des années 80. C'était l'époque de son roman le plus célèbre, *Femmes*, qui avait eu un énorme succès. Abandonnant ses tentatives précédentes d'inventions stylistiques et quelques déviations malvenues, il en

revenait à une expression plus classique, mais dans sa manière à lui, avec cette langue fluide et pétillante. A partir de cette thématique, le romancier retrouve son obsession favorite, mais pas nécessairement pour se trouver en accord avec les féminismes et les néo-féminismes contemporains. Au rebours du discours victimaire, il proclame : « *Le monde appartient aux femmes, il n'y a que les femmes, depuis toujours elles le savent.* » Quant à la prétendue supériorité des hommes, elle n'est qu'artifice : « *Écume, faux dirigeants, faux prêtres, penseurs approximatifs, insectes... gestionnaires abusés... muscles trompeurs, énergie substituée, déléguée...* » Bien sûr, dans tout texte sollersien, la provocation affleure. Provocation qui rejaillit à l'égard du néo-féminisme, avec un fort soupçon de misogynie. Au lecteur de réagir, furieux ou médusé.

Pascal Louvrier explique tout cela avec le soin de celui qui a su s'approcher au plus près de la personnalité d'un personnage qui semble sans cesse se dérober. Je parlais d'un Sollers solaire ? On m'opposera son diagnostic souvent très pessimiste sur l'époque : « *Et ce sont les années de plomb 70, brouillage et décomposition, laissant place au tout-à-l'argent et l'analphabétisme massif des années 90, c'est-à-dire les dernières années du XX^e siècle.* »

Cependant, cet aspect solaire, comment ne pas le reconnaître dans la fascination de l'auteur de *Venise éternelle* pour la Sérénissime ? Ce qui peut paraître paradoxal, tant d'auteurs ont associé la cité à un véritable culte de la mort. Ce contre quoi Sollers s'insurge avec la plus grande vigueur : « *Elle respire, elle bat, elle s'annule, elle est modelée comme un souffle. Au fond, c'est la ville du Saint-Esprit. Tout y parle de corps glorieux, d'allègements, d'ascensions, d'envols, d'assomptions, de piqués, de glissades, de lévitations, de suspense [...]. Comment cette évidence de splendeur a-t-elle pu échapper à la main du diable ? Il lui fallait une protection spéciale, une bénédiction cardiaque, un signe d'élection...* »

Voilà qui oblige à considérer la nature du catholicisme de Sollers. Catholicisme certain, souvent affirmé, même s'il est d'un caractère singulier de la part de ce libertin. Justement, à Venise, il retrouve ce qui correspond au plus fort de sa sensibilité artistique ; ce qu'il prise, c'est l'éclat de la Contre-Réforme, la splendeur du baroque. C'est pourquoi il aime particulièrement le catholicisme italien, plus que le français et beaucoup plus que l'espagnol avec sa sensibilité douloureuse.

C'est pourquoi il n'aimait pas Bernanos – il en a fait l'aveu, au moins une fois – parce que *Sous le soleil de Satan* révélait le familier des abîmes intérieurs, avec une lutte contre le mal, une descente continue aux enfers, tel celui celle de l'impossible *Monsieur Ouine*. Il est vrai que l'auteur de *Paradis* n'était pas intéressé par la théologie de la pénitence et de la rémission. Hétérodoxe, sans aucun doute, mais attaché de tout son être à ce qu'il y a de plus lumineux dans l'espérance des corps glorieux. Il ne faut pas oublier la dilection sans limite de notre joueur pour *La Divine Comédie* : « *Dante est le diamant de l'art catholique.* » ■

(1). Un livre posthume de Philippe Sollers, *La Deuxième Vie*, vient de paraître avec une postface de Julia Kristeva (Gallimard).

► Pascal Louvrier, *Philippe Sollers entre les lignes*, Le Passeur, 2024.

De Gaulle, « seul révolutionnaire »

Dans le premier tome de la biographie qu'il consacre au Général, Jean-Luc Barré raconte et explique dans toute la mesure du possible comment se forge un chef d'État, au cours de la pire de nos tragédies nationales, face à d'impitoyables adversités.

L'image du général de Gaulle vient embellir d'innombrables discours. Les plus pitoyables de nos politiciens exaltent une vie héroïque que l'événement transforme en Destin et s'inclinent devant un personnage de légende, acteur lyrique d'une épopée vécue avec de francs compagnons sous le regard bienveillant des puissances alliées.

L'invention d'une mythologie gaullienne dispense de toute réflexion sur un cheminement singulier et sur ce qui l'a rendu possible malgré les obstacles accumulés. Or Jean-Luc Barré fait naître et renforce de chapitre en chapitre une première conviction : celui qui se définissait comme « l'homme de personne » n'aurait jamais dû apparaître dans notre histoire. En toute logique, au vu des rapports de force nationaux, de Gaulle n'avait aucune chance de parvenir à l'existence politique. En toute logique, au vu des rapports de force internationaux entre 1940 et 1944, et même si le Général avait pu lancer son Appel, l'extrême fragilité de sa situation, son insupportable caractère et ses défis insensés auraient dû conduire tout aussi logiquement à son élimination politique bien avant la Libération.

L'officier mal noté qui s'est fâché avec le maréchal Pétain n'est qu'un simple colonel en mai 1940. Nommé général de brigade à titre temporaire, il ne peut rivaliser avec Weygand, Noguès, Catroux... Devenu secrétaire d'État, il pèse peu face aux grands ténors de la III^e République. En juin 1940, Paul Reynaud, Georges Mandel, Léon Blum auraient pu former en Afrique du Nord un gouvernement d'union nationale et continuer la lutte. À Londres, le général rebelle commande une modeste troupe de réfugiés inconnus qui est comme un fétu de paille dans la guerre qui devient mondiale. Churchill est vite excédé par son arrogance et Roosevelt déteste cet apprenti dictateur, que Staline méprise. Tous les Français hostiles à Vichy ne l'ont pas rejoint : les gens bien sont à New York (Jacques Maritain, Alexis Léger qui signe Saint-John Perse...), et l'amiral Muselier, qui commande les Forces navales françaises libres essaie de s'imposer contre lui à Londres. Les États-Unis, qui ne désespèrent pas de Vichy, soutiennent à Alger le général Giraud. Roosevelt voudra ensuite imposer aux territoires français libérés une administration militaire et une monnaie, comme si la France était un pays vaincu. Au sein de la Résistance intérieure, certains chefs



Le général de Gaulle au Royal Albert Hall de Londres, le 11 novembre 1942. Dans un discours magnifique exhortant les Français à l'unité, il conclut son propos par la formule célèbre : « un seul combat pour une seule patrie ».

libres dans le ciel d'Angleterre et à Bir Hakeim, la faveur des opinions publiques britannique et américaine qui modère les emportements de Churchill et de Roosevelt. Ces soutiens populaires confirment une légitimité qui s'est construite à partir du 18 juin.

L'Appel est pour nous un moment fondateur, mais Jean-Luc Barré montre bien qu'il procède d'une intelligence de l'histoire nationale et familiale. Le jeune Charles s'inscrit dans la lignée d'une petite noblesse de robe et d'épée. Son père a combattu en 1870 puis s'est consacré à l'enseignement. Henri de Gaulle est catholique et monarchiste comme sa femme. Le futur général partage leur foi et leur conviction politique, mais sans adhérer à l'idéologie contre-révolutionnaire de l'Action française. Sur les conseils de son père, Charles étudie l'œuvre de Bergson, lit tout Péguy et pense avec Barrès qu'il faut prendre avec soi toute l'histoire de France – l'Ancien Régime et la Révolution, Richelieu et Louis XIV, Hoche, Carnot et Louis Rossel. Dès l'enfance, Charles de Gaulle se croit appelé à jouer un rôle salutaire, mais il ne se contente pas d'attendre, comme d'autres, que les événements lui donnent l'occasion de paraître sur la scène nationale. Pendant la Grande Guerre, il fait courageusement son métier de soldat. Après la Victoire, il travaille sans relâche sur l'histoire et conçoit, dans l'indifférence quasi générale, un nouvel outil militaire tout en observant les funestes travers du régime d'Assemblée. Dans sa tâche, de Gaulle est gouverné par un principe intangible, qui explique l'intransigeance gaullienne : la souveraineté de la nation française, qui se garantit ou se reconquiert par l'alliance d'une forte autorité politique et d'une armée.

Étrange aux yeux de beaucoup, la manière dont de Gaulle allie en lui la disposition au service de l'État de la petite noblesse, une conscience historique soucieuse de l'unité nationale, le principe fondamental de l'indépendance de la patrie, le souci de l'institution politique et d'une justice sociale inspirée par le christianisme, produit un nouveau type de révolutionnaire. De Gaulle dira en 1944 qu'il est « le seul révolutionnaire ». De fait, la rupture avec Vichy est une révolution selon le principe de légitimité, et le Général annoncera puis accomplira une révolution économique et sociale qui a permis la reconstruction du pays avant de réussir, entre 1958 et 1962, la révolution institutionnelle qu'il avait longuement méditée... ■

BERTRAND RENOUVIN.

► Jean-Luc Barré, *De Gaulle, Une vie, L'homme de personne, 1890-1944*, Grasset, 2023.

Rugby : les Bleus rebondissent...

À l'issue d'un match de très haut niveau, une victoire arrachée dans les toutes dernières minutes face à notre meilleur ennemi, l'Angleterre, permet au XV de France de terminer deuxième du Tournoi des Six Nations.

Après une élimination traumatisante quatre mois plus tôt en quart de finale de la Coupe du monde par l'Afrique du Sud, due, entre autres raisons, à une non-décision de l'arbitre de la rencontre, c'est grâce – ironie de l'histoire – à une décision de l'arbitre du deuxième match du Tournoi à Édimbourg, face aux Écossais, que le XV de France a réussi à se remettre « la tête à l'endroit » par une courte et laborieuse victoire. En effet, lors du premier match devant les Irlandais à Marseille, les Bleus avaient lourdement chuté (17-38) montrant ainsi que, contrairement aux Irlandais éliminés, eux aussi, en quart de finale, ils n'avaient pas su tourner la page de leur échec en Coupe du monde.

À l'image des trajectoires erratiques de ce ballon ovale, les Bleus ont su rebondir en évitant le pire contre l'Italie (13-13) lors du troisième match, puis en remettant enfin l'église au centre du village d'Ovalie lors du quatrième face aux Gal-



SOURCE: WIKIPÉDIA, PHOTO: TARAC.

lois grâce à l'incorporation judicieuse chez les aînés des jeunes pousses (moins de 20 ans) les plus prometteuses des Espoirs français, champions du monde pour la troisième année consécutive en juillet 2023. Cela témoigne de l'excellence, en qualité et en quantité, de la formation distillée dans les clubs, professionnels comme amateurs, et permet d'être très confiant pour les prochaines années.

Ce parcours chaotique mais ascendant nous promettait un cinquième et dernier match en apothéose, à savoir le fameux et traditionnel *Crunch*, face à des Anglais métamorphosés et en pleine confiance après leur victoire d'un point dans les der-

nières minutes contre l'Irlande une semaine plus tôt. Et nous n'avons pas été déçus. Loin de l'humiliation (10-53) infligée au XV de la Rose en 2023 à Twickenham par les Bleus, la France et l'Angleterre ont cette fois-ci rivalisé et offert aux supporters un grand match de rugby. Alors que le match de l'année dernière avait été à sens unique, nous avons assisté cette année à une vraie passe d'armes entre Français et Anglais comme le confirment les commentaires élogieux de la presse britannique: « *Ce France-Angleterre fut un match passionnant. Le plus spectaculaire du Tournoi cette année. Un spectacle extraordinaire. Ce que l'on retient, c'est la qualité du*

divertissement offert par deux équipes qui ont absolument refusé de s'incliner. » (*The Guardian*), « *La France semblait avoir fait le break, avant d'encaisser un 0-21 en l'espace de 7 minutes. Puis, de nouveau en tête, l'essai de Freeman aurait pu les crucifier. C'était sans compter sur la dernière pénalité de Ramos.* » (*RugbyPass*), « *Un match que la France semblait avoir perdu, puis gagné et encore perdu.* » (*The Guardian*), « *Ce fut époustouflant et à couper le souffle.* » (*The Telegraph*).

Comme l'a si bien dit Jean-Pierre Rives, légende du rugby français: « *Les Anglais ne perdent jamais, mais parfois on les bat.* » ■

LOUIS DAUVALIE.

Art de vivre

■ En 2010, l'UNESCO a inscrit le « *repas gastronomique des Français* » sur la liste du patrimoine immatériel de l'humanité. En lien avec cette inscription, le réseau des « *Cités internationales de la gastronomie* » vise la transmission de notre patrimoine gastronomique. Il réunit les villes de Dijon, Lyon, Paris-Rungis et Tours.

À la porte de la route des Grands Crus, la Cité internationale de la gastronomie et du vin de Dijon met en avant le repas gastronomique, et les Climats du vignoble de Bourgogne, inscrits au patrimoine mondial de l'UNESCO en 2015. La culture du vin est à l'honneur au sein d'une chapelle du XVI^e siècle.

À Lyon, la Cité internationale de la gastronomie, dans le Grand Hôtel-Dieu, développe le lien entre alimentation et santé et la réflexion sur les enjeux économiques et écologiques de l'alimentation.

À Tours, la Villa Rabelais abrite la Maison des cultures gastronomiques: centre culturel et scientifique consacré à l'histoire de l'alimentation. Quant au projet de Paris-Rungis (prévu pour 2027), il ambitionne de promouvoir une alimentation durable, saine et de qualité, et une gastronomie responsable.

Quatre villes, quatre lieux pour redécouvrir l'histoire de la France gastronomique.

M. B.

Lettres

■ **Un premier roman réussi.** – Le premier roman d'un écrivain n'est pas toujours le meilleur. Mais ce n'est que rétrospectivement qu'on peut le dire. *Voyage au bout de la nuit*, par exemple, n'est pas le meilleur roman de Louis-Ferdinand Céline, surtout si on le met en perspective avec *Mort à crédit* ou *Féerie pour une autre fois*. Il n'en demeure pas moins, et le reclus de Meudon l'illustre justement, qu'un premier roman peut être bon, s'il n'est pas le meilleur d'une œuvre complète.

Le premier roman de Juliette Willerval, *Sur la plage*, sera-t-il un jour considéré comme le meilleur de tous ceux qu'elle aura pu écrire? Ce qui est sûr, c'est qu'il

s'agit d'un bon roman. Il faut néanmoins, pour s'en convaincre, traverser sans décrocher la poisseuse ambiance des vingt premières pages, durant lesquelles le protagoniste déambule dans Lisbonne, au gré de réminiscences floues. Celles-ci passées, le lecteur est largement récompensé de ses efforts et de son opiniâtreté. Les pièces du puzzle se mettent petit à petit en place. Se dessine progressivement, comme avec *Les Belles Endormies* du japonais Yasunari Kawabata, un tableau, que l'on ne voit intégralement qu'une fois l'ultime phrase décochée. Avec une telle netteté que la quête du jeune Rivière prend alors tout son sens. Entre-temps, Juliette Willerval aura juste très bien mené son lecteur par le bout du nez – pour son plus grand plaisir.

Cela dit, ce qui range indéniablement *Sur la plage* dans la catégorie des bons premiers romans est toutefois moins son intrigue, efficace, que l'écriture qui le rythme. Comme Frédéric Dard, qui au bout d'une succession de scènes grandguignolesques dans les aventures de son commissaire San-Antonio, pouvait atteindre sans crier gare des sommets de littérature durant quelques pages, Juliette Willerval, toutes proportions gardées, ouvre elle aussi des portes sublimes par lesquelles l'esprit bien disposé peut s'engouffrer et trouver la nourriture de qualité qui lui sied. Vivement le roman suivant!

ANDRÉ PIERRE.

► Juliette Willerval, *Sur la plage*, Alma éditeur, 2024.

Du côté des Grands Lacs africains : Burundi et Rwanda



La princesse Rosa Paula Iribagiza du Burundi.

Burundi. – Le 20 mars à Gitega, on a fêté le 90^e anniversaire de la princesse Rosa Paula Iribagiza, dernière héritière de la monarchie burundaise. Elle est la fille de l'avant-dernier roi régnant, le Mwami (roi) Mwambutsa IV Bangiricenge (1912-1977). Investi dès l'âge de trois ans en 1915, celui-ci a continué de régner après l'indépendance, le 1^{er} juillet 1962, avant d'être renversé en 1965 et de s'exiler en Suisse où il est enterré. Son fils aîné, le prince Louis Rwagasore, avait fondé un parti politique, l'UPRONA, qui avait emporté la majorité aux premières élections de septembre 1961, à la suite desquelles il avait été nommé Premier ministre de la transition. Il fut assassiné le 13 octobre 1961. En juillet 1966, son demi-frère accepta de succéder à son père sous le nom de Ntare V. Destitué dès novembre par la proclamation de la république, il mourut assassiné en 1972 sans que l'on ait pu à ce jour, en dépit de recherches officielles, retrouver son corps.

La princesse Rosa Paula, dernière survivante, était rentrée au Burundi en 2004 et fut élue député à l'Assemblée nationale sous les couleurs du parti du président Pierre Nkurunziza (2005-2020). En 2010, à la mort de la reine mère Barampaye (la seconde femme du Mwami, mère de Ntare V) qui eut droit à des funérailles officielles, la princesse Rosa Paula fut considérée comme la seule héritière. Mariée en premières noces avec le prince André Muhirwa, chef d'un autre clan, qui succéda au prince Rwagasore comme Premier ministre de la transition de 1961 à 1963, elle a eu de lui quatre enfants dont deux garçons, l'aîné, théoriquement l'héritier, le prince Rémy Muhirwa, qui a lui-même quatre enfants.

Une autre princesse burundaise a fait parler d'elle : Esther Kamatari, nièce du Mwami, son père ayant aussi été assassiné en 1964. Née en 1951, elle a grandi en France où elle a fait une belle carrière de mannequin. Elle a siégé au conseil municipal de Boulogne-Billancourt. Hostile au président Nkurunziza, elle s'est présentée contre lui en 2005. Elle s'est ensuite op-

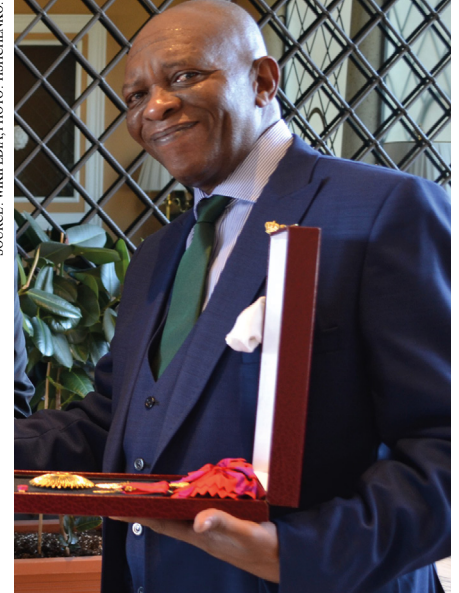


Kigeli V, dernier roi du Rwanda (1936, 2016).

posée au projet de transfert des cendres du Mwami de Suisse au Burundi et a obtenu gain de cause d'un tribunal genevois en 2017. Rentrée au Burundi en 2023, elle a été nommée ambassadrice itinérante du Burundi par le président actuel Evariste Ndayishimiye.

Rwanda. – Il est intéressant de comparer cette histoire royale du Burundi à celle très différente du Rwanda, pour les périodes ancienne et contemporaine. Tous deux colonisés par le deuxième Reich allemand à partir de la fin du XIX^e siècle jusqu'au milieu de la Première Guerre mondiale, Rwanda et Burundi furent confiés à la Belgique au titre de mandats de la Société des Nations. Mais Bruxelles aligna rapidement leur statut sur celui de sa colonie du Congo. Leur approche fut néanmoins différenciée, royale au Burundi, républicaine au Rwanda. Au lieu d'élections en 1961 comme au Burundi, confortant le Mwami, le pouvoir belge avait organisé au Rwanda, à la même date, un référendum d'abolition du régime monarchique. Le prétexte était que le Rwanda subissait une monarchie absolue, rejetée par la grande majorité de la population, alors que le Burundi était plus consensuel.

À l'indépendance, à la même date qu'au Burundi, le 1^{er} juillet 1962, le roi Kigeli V, né en 1936, fut contraint à l'exil, d'abord au Kenya puis aux États-Unis où il mourut, oublié de tous, le 16 octobre 2016. Il avait succédé, le 28 juillet 1959, contre la volonté des Belges, à son demi-frère Mutara III Rudahigwa, jeune élève des Pères blancs, premier roi catholique, qui avait été placé sur le trône en 1931, après la destitution,



Le prince Emmanuel Bushayij, prétendant au trône du Rwanda.

par les autorités, de son père, « réfractaire » aux nouvelles idées et au pouvoir belge – après avoir été mieux respecté par l'administration coloniale allemande – Yuhi V Musinga, qui régnait depuis 1896 avec une autorité analogue à celle du Mwami du Burundi voisin. Le siège de la famille royale, – la « case » royale traditionnelle puis, après les années 1930, une maison de style belge, semi-bourgeoise – était à Nyanza, au centre du pays, Kigali étant le siège de l'administration coloniale. Yuhi V, devenu monarque émérite, décéda en 1944 ; Mutara III en 1959, prématurément, lors d'une visite à Bujumbura, entaillé accidentellement par son barbier (sans preuve).

Kigeli V étant mort sans descendance, le gouvernement rwandais considéra la dynastie éteinte et close la question monarchique. Il faut ajouter que la veuve du roi Mutara III, sa seconde épouse entre 1942 et 1959, Rosalie Gicanda, avait péri atrocement à Kigali lors du génocide de 1994. Le président actuel, Paul Kagame, né en 1957, lui était apparenté par sa mère appartenant au même clan royal des Nyiginya ; en 1961, il avait suivi sa famille en exil en Ouganda jusqu'à son retour en 1990.

C'était compter sans un collègue d'Anciens qui en 2016 désigna comme héritier un neveu de Mutara III, un petit-fils de Yuhi V, un certain Emmanuel Bushayija, né le 20 décembre 1960, qui dès 1961 avait suivi sa famille en exil en Ouganda, au Kenya et au Royaume-Uni où il vit aujourd'hui très modestement près de Manchester. Il était retourné au Rwanda entre 1994 et 2000. Il a trois enfants dont deux fils. ■

MARIE-JO YORK.



Brèves royales

■ **10 mars. Amsterdam.** – Inauguration à la synagogue portugaise, par le roi Wilhelm-Alexander, du nouveau Mémorial des noms de l'Holocauste, en présence des présidents israélien et autrichien et de la présidente du Bundesrat allemand. Les noms des 102 000 victimes juives des Pays-Bas durant la Seconde Guerre mondiale y sont inscrits.

■ **11 mars. Bruxelles.** – Cérémonie d'adhésion (lever du drapeau) de la Suède comme 32^e membre de l'OTAN en présence de la princesse héritière Victoria. Elle est au centre de la photo à la une du quotidien suédois *Dagens Nyheter* sous le titre: « *Kunglig glans* » (« *Royale splendeur* »). Pendant ce temps, le roi de Suède et son épouse étaient en visite d'État au Mexique. À son retour, le roi Carl XVI Gustaf a présidé le 18 mars une cérémonie devant le Riksdag (le parlement suédois) et prononcé un discours en présence du président du Parlement, du Premier ministre et des députés.

■ **14 mars. Alta (cercle arctique).** – Visite du prince héritier de Norvège Haakon aux forces participant aux grandes manœuvres de l'OTAN, *Nordic Response*. Le prince est également régent du royaume durant l'indisponibilité du roi son père, prévue jusqu'au 8 avril.

M.-J. Y.

Royaliste

Sommaire du n° 1275 du 27 mars 2024.

Page 1 L'Élection et patrimoine. **Page 2** La (mauvaise) cuisine de Macron. **Page 3** Philippe de Gaulle: un marin trop discret. **Page 4** Campagne européenne (I): les gauches. **Page 5** Les animaux feront-ils leur entrée au Parlement européen? **Page 6** Portugal: Des élections en trompe-l'œil. Voix étrangères. Les Faits marquants. **Page 7** Les portes de l'Europe. **Pages 8-9** Le conservatisme américain. **Page 10** Réflexions de pointe. **Page 11** Philippe Sollers. **Page 12** De Gaulle, seul révolutionnaire. **Page 13** Les Bleus rebondissent. **Page 14** Du côté des Grands Lacs africains. **Page 15** Brèves royales. Congrès de la NAR. **Page 16** Les inconnus de Strasbourg.

Le congrès de la NAR pour 2024

Notre congrès 2024 est reporté au second semestre, du fait de l'indisponibilité d'un grand nombre de nos amis aux dates initialement prévues. Une nouvelle date sera communiquée à l'ensemble des adhérents du mouvement. Nous publions dès à présent la motion sur la France d'outre-mer qui sera soumise au vote du congrès.

Motion sur la France d'outre-mer. – Sans que leur nationalité française ait été remise en cause, le statut des anciens DOM-TOM a été réactualisé en 2003 pour répondre à l'évolution de leurs populations et aux exigences de leurs situations régionales. Ils sont devenus des DROM (départements et régions d'OM) pour les anciens DOM, et des COM (communautés d'OM) pour les anciens TOM. Les capacités de décisions propres, administratives, économiques, etc. des DROM ont été étendues pour leur permettre de s'adapter aux conditions particulières des régions dans lesquelles ils se situent. Elles ont permis par exemple à la Martinique et la Guyane d'obtenir le statut de collectivités territoriales uniques; à Saint-Martin et Saint-Barthélemy, de se constituer en COM, etc. Pour autant, la révision constitutionnelle de 2003 maintient en préambule que « *la République reconnaît, au sein du peuple français, les populations d'outre-mer dans un idéal commun de liberté, d'égalité et de fraternité* ». À la lumière de vingt ans d'application, cette révision semble satisfaire aux besoins d'autonomie de la France d'outre-mer.

Deux évolutions majeures du monde se sont produites depuis, qui donnent maintenant à cette France d'outre-mer des responsabilités et un poids nouveaux :

- d'une part, les bouleversements géostratégiques, en particulier dans l'Indo-Pacifique, où la France est présente dans l'océan Indien (Réunion, Mayotte, îles éparses, Terres australes) et l'océan Pacifique (Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna, Polynésie française), mais aussi dans l'Atlantique (Antilles françaises, Saint-Pierre-et-Miquelon, Guyane). Ces territoires font d'ailleurs de notre pays le seul de l'Union européenne géographiquement présent dans le Pacifique, où se cristallisent les confrontations entre les États-Unis et ses alliés, d'un côté (Japon, Australie, Nouvelle-Zélande, etc.), et la Chine et ses alliés, de l'autre;

- d'autre part, l'évolution des risques climatiques, des pollutions et des pertes de biodiversité impose des actions nouvelles en matière de protection de l'environnement, dans toutes les régions: dans les océans Pacifique, Indien et Atlantique, mais aussi dans les écosystèmes continentaux tropical

(Guyane), tempéré (France continentale) et antarctique (TAAF, Terre-Adélie). Rappelons que la France est, du fait de ses territoires d'outre-mer, l'un des pays au monde possédant la plus riche biodiversité.

Outre la nécessité où elle se trouve de répondre dans les DROM et COM aux défis lancés par ces évolutions, les initiatives que doit prendre la France présentent aussi une occasion unique de renforcer l'action de notre pays en portant son effort sur les chantiers critiques que sont l'emploi, la formation, l'activité économique dans ces régions. Cela est aujourd'hui d'autant plus indispensable que la diminution préoccupante des populations dans la plupart d'entre elles, due à la fois à une baisse de fécondité et une émigration massive, ne pourra être corrigée que si de réelles perspectives d'avenir sur place sont offertes à leurs ressortissants.

La Nouvelle Action royaliste rappelle le principe absolu qui fait de tous les ressortissants des DROM et COM des citoyens français qui jouissent de tous les droits fondamentaux que garantit notre pays en matière de citoyenneté, droits (et devoirs) inscrits dans la Constitution et les textes du bloc de constitutionnalité. De ce point de vue, les situations à Mayotte (immigration clandestine et carence de l'État dans nombre de domaines vitaux) et en Guyane (immigration et activités d'orpaillage clandestines) constituent autant d'anomalies inacceptables qu'il est urgent de corriger.

Elle demande que les forces armées françaises, et tout particulièrement la Marine nationale, soient fortement renforcées et adaptées, pour surveiller et défendre nos régions et leurs zones économiques, et protéger nos droits internationaux, à la fois par l'affectation de moyens militaires appropriés et la construction de bases de ravitaillement et de défense dans ces territoires, en particulier ceux de l'Indo-Pacifique.

Elle demande que soit mise en œuvre de façon sérieuse la stratégie nationale pour les aires protégées établie en 2019, qui doit constituer 30 % des territoires (ZEE incluses) en réserves naturelles, protégées, suivies et gérées par des instances scientifiques, douanières et policières, tout particulièrement en Guyane, dans les Terres australes, et dans les ZEE des Antilles et des COM du Pacifique. Cela passe par des créations de postes et des recrutements dans le domaine de la protection de l'environnement et du territoire, des formations techniques et scientifiques appropriées, et le renforcement des universités régionales (Universités de Polynésie, de Nouvelle-Calédonie, de la Réunion, des Antilles-Guyane) et des composantes OM des instituts consacrés à ces activités (IFREMER, IRD, CNRS, INRAE, etc.).

Royaliste

Directeur de la publication : Y. Aumont

Rédaction-administration

Bloc C - B.A.L 13

36-38, rue Sibuet, 75012 Paris

Téléphone : 06 43 11 36 90

lejournaldenouvelle-action-royaliste.fr

ISSN 0151 - 5772

Publié par la NAR

RNA W751214282 Siret 897 894 127 00017

Édité par SPFC-ACIP

Siret 41838214900015

Imprimé par Atenor

Siret 398 678 219 00021

Dépôt légal à parution.

Publication d'information générale et politique.

CPPAP n° 0324 D 84801

Rejoignez-nous ! Abonnez-vous !

Je m'abonne à *Royaliste*

VERSION PAPIER TROIS MOIS (25 €) SIX MOIS (40 €) UN AN (65 €) UN AN SOUTIEN (135 €)

VERSION PDF UN AN (45 €) UN AN SOUTIEN (55 €)

Je paye par chèque ou virement bancaire à l'ordre de **Spfc-Acip**.

Nom/prénom :

Adresse :

Code postal/Ville/Pays :

Tél. portable : ... Courriel :

Bulletin – réponse à retourner avec votre chèque ou virement à

Spfc-Acip, 60 rue de Fontenay 92350 LE PLESSIS-ROBINSON

Iban FR76 3000 4001 8700 0102 0632 510 BIC BNPAFRPPXXX

Les informations sont destinées à *Royaliste*. Elles sont enregistrées dans notre fichier à des fins de traitement de votre abonnement. Conformément à la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, elles peuvent donner lieu à l'exercice du droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, à la portabilité des données et à la limitation des traitements ainsi qu'au sort des données après la mort. Pour cela écrire à l'adresse du journal, en joignant une photocopie de votre pièce d'identité.

D.R.



Par Bertrand Renouvin

Les inconnus de Strasbourg

La campagne pour l'élection des députés européens débute, comme d'habitude, dans la confusion des enjeux. Les partis français qui présentent leur programme « européen » n'essaient même pas de cacher que l'élection du 9 juin est un moment tactique dans leur stratégie pour la prochaine élection présidentielle.

Les électeurs réagissent à l'unisson, en citoyens français, fort peu soucieux de savoir comment s'organise à Strasbourg un jeu partisan qui unit ou oppose le Parti populaire européen (PPE), Renew Europ Group qui comprend les Français de Renaissance, les Verts, les Conservateurs et réformistes européens classés à l'extrême droite – comme leurs rivaux du groupe Identité et démocratie...

Bien entendu, tout le monde a compris que les inconnus de Strasbourg adhèrent largement à l'idéologie néolibérale et aux normes qu'elle inspire. Sous l'égide du PPE, le groupe dominant crie très fort que les partis populistes menacent les sages compromis négociés depuis des décennies. C'est oublier que les dispositifs néolibéraux sont les principales causes de la progression des diverses fractions populistes. Cécité volontaire, point différente de celle qui affecte l'oligarchie française.

En fait, après le 9 juin, toute la question sera de savoir comment les partis populistes s'intégreront dans le jeu strasbourgeois en pesant soigneusement leurs éléments de langage et les éléments du confort parlementaire. C'est dire que nos analyses et nos hypothèses seront faites à bonne distance des mobilisations vertueuses en faveur d'une démocratie qui est beaucoup plus radicalement niée par les organes de l'Union européenne que par les droites populistes.

Car c'est bien la question de la démocratie dans l'Union européenne qui devrait être posée pendant la campagne. Il faut sans cesse rappeler que le traité de Lisbonne qui définit et distribue les pouvoirs entre Bruxelles, Strasbourg et Francfort est le résultat du déni de démocratie mûrement réfléchi par ceux qui, à droite et à gauche, ont décidé d'effacer les référendums français et néerlandais ayant rejeté, voici bientôt 19 ans, le projet de « *Traité constitutionnel européen* ».

Ce crime originel a fondé un traité qui reprenait, en les aménageant, les principaux organes constitutifs de l'Union européenne dans un ensemble juridique lourd de contradictions : le traité de Lisbonne, comme les précédents, relève de l'ordre international alors qu'il répartit des pouvoirs qui sont ordinairement prévus par les constitutions nationales. Nous avons souvent montré que la

dénomination de ces pouvoirs relève de l'illusion ou de la tromperie. Le Parlement européen n'est pas un vrai parlement : il n'est pas représentatif d'un peuple européen qui n'existe pas ; il ne vote pas un budget européen. Ce Parlement ne vote pas la loi, mais il est appelé à se prononcer sur des règlements et des directives dans sa fonction de « colégislateur » qu'il partage avec le Conseil des ministres de l'Union qui réunit les ministres des États membres selon leur compétence : Agriculture, Transports, etc. Mais ce Conseil agit tantôt comme « législateur », tantôt comme pouvoir exécutif autonome. Il faut aussi préciser que le Conseil des ministres des Finances de tous les États membres (ECOFIN) se scinde en un Eurogroupe informel qui réunit les ministres des Finances de la zone euro, mais aussi un membre de la Commission européenne et un membre de la Banque centrale européenne. Bel exemple de confusion entre des structures exécutives, législatives et monétaires qui échappent au contrôle du Parlement européen. Les choses se compliquent encore lorsqu'on s'intéresse à la Commission européenne : cet organe de l'exécutif qui est censé promouvoir l'intérêt général de l'Union dispose du monopole de l'initiative « législative » tout en étant membre du Conseil européen qui réunit les chefs d'État et de gouvernement.

Certains avaient rêvé que le Conseil des ministres de l'UE deviendrait un Sénat et que la Commission se transformerait en gouvernement afin de réduire le rôle du Conseil européen. Il est vrai que les pouvoirs formels du Parlement européen ont été accrus, mais cette extension, loin de combler le fameux « *déficit démocratique* », a coïncidé avec une forte baisse de la participation aux élections européennes : 63 % de votants aux élections de 1979, 43 % en 2009, 50 % en 2019. Ces pourcentages ne signifient pas que les électeurs des États membres se désintéressent des questions européennes. En France, les débats sur le traité de Maastricht et sur le « *Traité constitutionnel* » ont mobilisé de très nombreux citoyens et, à l'étranger, les référendums ont été âprement discutés. Dans les deux camps, il y avait la conviction que le vote pouvait confirmer ou changer le cours de l'histoire. Les élections au Parlement européen ne décideront ni du fonctionnement ni de l'avenir de l'Union européenne. Elles nous donnent cependant l'occasion de jeter quelque lumière sur un système opaque et de présenter notre projet pour l'Europe. ■

NB : Pour une analyse plus complète et solidement référencée, cf. sur mon blog la série d'articles publiés en août 2023 : « *Europe : Ils ne savent pas ce qu'ils font.* »

Ne manquez pas le prochain mercredi de la NAR



Mercredi 3 avril à 20 h 00 dans nos locaux parisiens

Emmanuel Todd

Pour une conférence autour de son dernier livre :

La défaite de l'Occident.

La conférence commence à 20h très précises et s'achève à 22 h.

Entrée libre, une participation aux frais de 2 € est demandée

Un en-cas est servi après la conférence pour poursuivre les discussions.

Pour voir ce mercredi en différé :

www.youtube.com/c/NouvelleActionRoyaliste